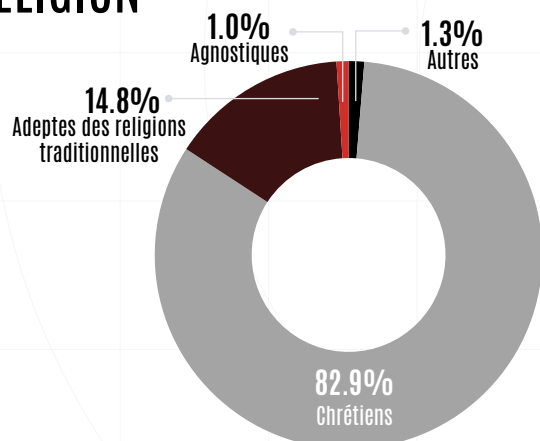




# ZIMBABWE

## RELIGION



Population

**17,680,465**



PIB par habitant

**1,900 US\$**



Surface

**390,757 Km<sup>2</sup>**



Indice de Gini\*

**44.3**

\*Inégalité économique

## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Le droit à la liberté religieuse ainsi que celui de pratiquer ses croyances religieuses sont inscrits dans la Constitution du Zimbabwe de 2013.<sup>1</sup> Dans son préambule, le document reconnaît « la suprématie du Dieu tout-puissant, dans les mains de qui notre avenir se trouve », et implore son « conseil ». L'article 3, alinéa 1er, point d, reconnaît « les diverses valeurs culturelles, religieuses et traditionnelles de la nation » et les droits qui y sont associés. L'article 60, alinéa 1er, points a et b, garantit à tous les citoyens « la liberté de pensée, d'opinion, de religion ou de conviction » ainsi que la « liberté de pratiquer, de propager et d'exprimer sa pensée, ses opinions, sa religion ou ses croyances, que ce soit en public ou en privé, seul ou en communauté ». L'article 60, alinéa 4, poursuit en précisant : « Nul ne peut être contraint de prêter un serment qui soit contraire à sa religion ou à ses croyances, ou de prêter serment d'une manière contraire à sa religion ou à ses croyances ».

L'article 60 concerne également l'instruction religieuse. Son alinéa 3 dispose : « Les parents et tuteurs d'enfants mineurs ont le droit de déterminer, conformément à leurs

croyances, l'éducation morale et religieuse de leurs enfants, à condition de ne pas nuire aux droits auxquels leurs enfants ont constitutionnellement droit, dont le droit à l'éducation, à la santé, à la sécurité et au bien-être ». L'article 60, alinéa 4, reconnaît également le droit des communautés religieuses « de fonder des établissements où l'instruction religieuse puisse être assurée, même si l'établissement reçoit une subvention ou une autre aide financière de l'État ».<sup>3</sup>

Officiellement, la Constitution zimbabwéenne considère les droits et libertés de l'homme comme fondamentaux, mais ils sont limités à chaque fois que le rôle du parti au pouvoir, la ZANU-PF,<sup>4</sup> est remis en question. Par exemple, la Loi de 2002 sur l'ordre public et la sécurité (POSA)<sup>5</sup> impose des restrictions à la liberté de réunion et d'association. Les autorités ont utilisé cette loi pour traiter de « politique » tout type de rassemblement, y compris religieux. Les organisations de défense des droits de l'homme estiment que dans le passé, la police a fréquemment utilisé la POSA pour interrompre les rassemblements religieux.<sup>6</sup>

En 2019, le nouveau gouvernement zimbabwéen, dirigé depuis 2017 par Emmerson Mnangagwa, un ancien fidèle de Mugabe, a remplacé la POSA par la Loi sur le maintien de la paix et de l'ordre (MOPA).<sup>7</sup> Les partis d'opposition

zimbabwéens critiquent vivement la MOPA<sup>8</sup>, accusant le gouvernement d'utiliser des réformes démocratiques pour instaurer une loi à peine moins répressive que la POSA.<sup>9</sup> Les critiques affirment que les lois de 2002 et 2019 sont comparables à la Loi sur le maintien de l'ordre (LOMA)<sup>10</sup> qui avait été promulguée par le régime raciste blanc de la Rhodésie d'avant l'indépendance, dirigé par Ian Smith<sup>11</sup> pour réprimer l'opposition nationaliste africaine du pays.<sup>12</sup>

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

En 2020, le Zimbabwe a célébré les 40 ans de son indépendance. Traditionnellement, la religion et une pratique vivante de la foi sont profondément enracinées dans la société zimbabwéenne. L'Église catholique joue un rôle spécial, à côté de l'Église anglicane et des diverses communautés protestantes. Environ 8 % de la population se déclarent catholiques.<sup>13</sup>

Après l'indépendance en 1980, la position de l'Église à l'égard du gouvernement zimbabwéen a été relativement paisible, mais cela n'a pas empêché les évêques catholiques de publier des lettres pastorales critiquant le style de plus en plus autoritaire du gouvernement. Le gouvernement et le parti au pouvoir, à leur tour, ont tenté de manipuler l'Église et de l'utiliser à leurs propres fins.<sup>14</sup> Sous Robert Mugabe, les représentants du gouvernement se sont parfois mis en avant lors des grands événements ecclésiastiques, dans le but d'influencer les électeurs catholiques, mais dans un contexte de violations croissantes des droits de l'homme, les promesses ont sonné creux.

La position actuelle de l'Église reste précaire. Les évêques sont obligés de coopérer avec le gouvernement, parce que l'Église gère un important réseau d'écoles et d'hôpitaux pour combler les importantes lacunes des services publics. Pourtant, alors que les évêques sont dévoués à la vérité, à la paix, à la réconciliation et à la justice, ils se retrouvent fréquemment en conflit avec un État autoritaire, entrant en collision sur des questions comme la liberté de rassemblement, l'intolérance et la discrimination.

Compte tenu de l'aggravation de la pauvreté, d'une inflation à plus de 800 % et de l'absence de sécurité alimentaire, des manifestations anti-corruption ont éclaté, entraînant une répression gouvernementale le 31 juillet 2020.<sup>15</sup> Depuis lors, le président Emmerson Mnangagwa cherche à intimider les manifestants par la terreur. La violence contre les manifestations pacifiques a donné lieu à un contre-mouvement qui a utilisé le hashtag #Zim-

babweanLivesMatter, inspiré par le mouvement mondial #BlackLivesMatter.<sup>16</sup>

Le fossé dans les relations entre l'Église et l'État s'est creusé avec la publication d'une lettre pastorale de la Conférence des évêques catholiques du Zimbabwe (ZCBC) le 14 août 2020 traitant des maux sociaux et de la répression gouvernementale.<sup>17</sup> « La peur parcourt la colonne vertébrale de beaucoup de nos fidèles aujourd'hui. La répression de la dissidence est sans précédent<sup>18</sup> », ont déclaré les évêques. En outre, la lettre, lue dans toutes les paroisses, indiquait : « Notre gouvernement met automatiquement l'étiquette d'ennemi du pays sur quiconque pense différemment. C'est abusif ». <sup>19</sup> Le nonce apostolique à Harare, les supérieurs catholiques des ordres religieux du Zimbabwe et la Conférence des évêques catholiques d'Afrique du Sud, ont immédiatement exprimé leur solidarité avec les évêques zimbabwéens<sup>20</sup>, tout comme l'Église anglicane du Zimbabwe qui a publié une lettre pastorale tout aussi critique.<sup>21</sup>

La réaction du gouvernement a été rude. Mgr Robert Christopher Ndlovu, président de la Conférence des évêques catholiques du Zimbabwe et archevêque de Harare, a été l'objet d'une sévère attaque personnelle de la Ministre de l'Information, Monica Mutsvangwa, qui a critiqué la communication des évêques catholiques comme étant un « message maléfique » qui alimenterait un « génocide de type rwandais ». <sup>22</sup>

Selon le missionnaire zimbabwéen, le père Oskar Wermter SJ, il n'y a pas de place aujourd'hui pour l'Église dans les médias d'État, et il est actuellement difficile pour les évêques catholiques de s'adresser librement et impartialement au public dans leurs lettres pastorales. La situation est telle qu'un journaliste zimbabwéen d'origine allemande bien connu, qui écrit pour un journal du parti, a récemment publié des articles diffamatoires sur l'Église, l'accusant de racisme.<sup>23</sup>

La situation actuelle, observe le père Wermter, représente un pas en arrière par rapport à la période 1980-2000, lorsque l'Église jouissait d'une liberté et d'une présence beaucoup plus grandes dans les médias. L'espace publicitaire, par exemple, ne peut plus être acheté dans les médias d'État, pas même pour les lettres pastorales, et les prêtres se mettent à dos le parti au pouvoir s'ils lisent des messages pastoraux critiques, ou les font lire.<sup>24</sup>

Dans sa dernière tentative pour justifier cette nouvelle répression contre la population, le gouvernement affirme que

les mesures répressives sont nécessaires pour contrôler la propagation du Covid-19. Cependant, un nombre croissant de dirigeants de l'Église considèrent qu'en plus d'être un moyen de contrer la pandémie, ces mesures sont aussi une tentative du gouvernement pour maîtriser toute voix critique.<sup>25</sup>

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

En théorie, la liberté religieuse est protégée au Zimbabwe, mais dans la pratique, elle ne l'est pas. Les autorités de l'État respectent la liberté religieuse tant que les chefs religieux ne remettent pas en question l'État ni les éventuels abus de pouvoir. À cet égard, peu de choses ont changé depuis la fin de l'ère Mugabe, et on ne saurait s'attendre à aucune amélioration. Au contraire, sur la base de la lettre pastorale<sup>26</sup> publiée en août 2020 par les évêques catholiques pour la défense des droits de l'homme, et dont la position est également soutenue par d'autres Églises,<sup>27</sup> il y a de nombreuses raisons d'anticiper une nouvelle détérioration des relations entre l'Etat et l'Église.

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Zimbabwe 2013 (rev. 2017), Constitute Project, [https://www.constituteproject.org/constitution/Zimbabwe\\_2017?lang=en](https://www.constituteproject.org/constitution/Zimbabwe_2017?lang=en)
- 2 Zimbabwe 2013 (rev. 2017), op. cit.
- 3 Ibid.
- 4 Zimbabwe African National Union – Patriotic Front.
- 5 Public Order and Security Act (POSA), kubatana.net, [https://web.archive.org/web/20071110022548/http://www.kubatana.net/html/archive/legisl/020122posa.asp?sector=LEGISL&year=0&range\\_start=1](https://web.archive.org/web/20071110022548/http://www.kubatana.net/html/archive/legisl/020122posa.asp?sector=LEGISL&year=0&range_start=1)
- 6 “Under a shadow: civil and political rights in Zimbabwe,” Human Rights Watch, juin 2003, <https://www.hrw.org/legacy/backgrounder/africa/zimbabwe060603.htm>.
- 7 Maintenance of Peace and Order Bill 2019, Veritas, [http://www.veritaszim.net/sites/veritas\\_d/files/maintenance%20of%20peace%20bill.pdf](http://www.veritaszim.net/sites/veritas_d/files/maintenance%20of%20peace%20bill.pdf)
- 8 Thandiwe Garusa, New Zimbabwe, 12 février 2020, <https://www.newzimbabwe.com/mdc-attacks-mnangagwa-for-misleading-au-over-zim-reforms/>
- 9 Ibid.; Robert Tapfumaneyi, New Zimbabwe, 27 janvier 2020, <https://www.newzimbabwe.com/minister-moyo-defends-zims-repressive-security-law/>
- 10 Derek Matyszak, Democratic space and state security: Zimbabwe’s public order and security ACT, kubatana.net. [http://archive.kubatana.net/docs/opin/matyszak\\_posa\\_050302.pdf](http://archive.kubatana.net/docs/opin/matyszak_posa_050302.pdf)
- 11 Garusa, op. cit.
- 12 Robert Tapfumaneyi, op. cit.
- 13 Inter-Censal demographic survey, 2017, UNFPA Zimbabwe/ZIMSTAT, <https://zimbabwe.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Inter%20Censal%20Demography%20Survey%202017%20Report.pdf>
- 14 Heidi Holland, Dinner with Mugabe. The untold story of a freedom fighter who became a tyrant, Johannesburg: Penguin Books, 2008, p. 145 et seqq.
- 15 Human Rights Watch, 6 août 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/08/06/zimbabwe-sadc-au-should-denounce-crackdown>
- 16 Vatican News, 15 août 2020, <https://www.vaticannews.va/de/welt/news/2020-08/simbabwe-bischoefe-unterstuetzen-zimbabweanlivesmatter-kampagne.html>
- 17 kubatana, 14 août 2020, <http://kubatana.net/2020/08/14/the-march-is-not-ended-pastoral-letter-of-the-zimbabwe-catholic-bishops-conference-on-the-current-situation-in-zimbabwe/>
- 18 Ibid.
- 19 Ibid.
- 20 Vatican News, 16 août 2020, <https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2020-08/nonce-zimbawe-solidarite-eveques.html>; Vatican News, 19 août 2020); <https://www.vaticannews.va/en/africa/news/2020-08/southern-african-catholic-bishops-express-solidarity-with-zimbab.html> ; Mercy Maina, AciAfrica, 19 août 2020, <https://www.aciafrica.org/news/1852/church-leaders-in-southern-africa-zimbabwe-express-solidarity-with-bishops-in-zimbabwe>
- 21 George Conger, Anglican Ink, 30 août 2020, <https://anglican.ink/2020/08/30/zimbabwe-anglican-bishops-release-pastoral-letter-backing-catholic-criticisms-of-the-zanu-pf-government/>
- 22 : Reuters, 16 août 2020, <https://www.reuters.com/article/us-zimbabwe-politics/zimbabwe-catholic-bishops-lawyers-criticise-alleged-government-abuses-idUSKCN25C0NU>
- 23 Sur la situation actuelle au Zimbabwe, voir Johannes Mehlitz, Afrika – der Chancenkontinent. Gesellschaft - Glaube – Entwicklung, a book of interviews with Fr Oskar Wermter SJ for Kirche in Not Deutschland, Munich 2020. Publication en avril 2020.
- 24 Holland, Heidi, op. cit.
- 25 Michael Gregory, Die Tagespost, 30 août 2020, <https://www.die-tagespost.de/politik/aktuell/simbabwes-kirche-protestiert-gegen-menschenrechtsverstoesse;art315,211378>
- 26 Pindula News, 14 août, <https://news.pindula.co.zw/2020/08/16/full-text-pastoral-letter-by-catholic-bishops-which-attracted-zimbabwes-info-ministers-wrath/> ; “Zimbabwe: Citizens groups endorse Bishops’ Pastoral Letter,” Independent Catholic News, 16 août 2020, <https://www.independentcatholicnews.com/news/40249>
- 27 Vatican News, 26 août 2020, <https://www.vaticannews.va/en/africa/news/2020-08/zimbabwe-s-evangelicals-defend-catholic-bishops-from-government.html> ; George Conger, Anglican Ink, 30 août 2020, <https://anglican.ink/2020/08/30/zimbabwe-anglican-bishops-release-pastoral-letter-backing-catholic-criticisms-of-the-zanu-pf-government/>